

Convention franco-canadienne du 2 mai 1975 en matière d'impôt sur le revenu

FISCALITE DES RESIDENTS	FISCALITE DES NON RESIDENTS DOMICILIES AU CANADA										
Détermination du lieu de résidence											
3 critères alternatifs: <ul style="list-style-type: none"> - Foyer ou lieu de séjour principal - Ou exercice d'une activité professionnelle - Ou centre des intérêts économiques 	4 critères hiérarchisés : <ol style="list-style-type: none"> 1) Foyer d'habitation permanent sinon 2) Centre des intérêts vitaux sinon 3) Lieu de séjour habituel sinon 4) Nationalité Il convient de se placer à la date de l'emménagement.										
Impôt sur les revenus											
IR France Revenus français et étrangers suivant les tranches progressives de 0% à 41% <table style="margin-left: 40px; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding-right: 20px;">0 à 5.963 €</td> <td>0%</td> </tr> <tr> <td>5.963 à 11.896 €</td> <td>5.5%</td> </tr> <tr> <td>11.896 à 26.420 €</td> <td>14%</td> </tr> <tr> <td>26.420 à 70.830 €</td> <td>30%</td> </tr> <tr> <td>Au-delà de 70.830 €</td> <td>41%</td> </tr> </table>	0 à 5.963 €	0%	5.963 à 11.896 €	5.5%	11.896 à 26.420 €	14%	26.420 à 70.830 €	30%	Au-delà de 70.830 €	41%	IR sur les revenus canadiens suivant les tranches progressives de 15% à 29% Revenus français imposition taux minimum 20% (non résidents) Dividendes de France : retenue à la source de 5% (>10% capital) sinon 15% Intérêts de France retenue à la source taux maximal de 10% Redevances et droits d'auteur de France : imposition à la source aux taux maximal de 10%
0 à 5.963 €	0%										
5.963 à 11.896 €	5.5%										
11.896 à 26.420 €	14%										
26.420 à 70.830 €	30%										
Au-delà de 70.830 €	41%										
Imposition des plus-values											
Plus-values immobilières 19% + 12,3% CSG CRDS abattement de 10% au-delà de la 5 ^{ème} année de détention – exonération 15 ans Pour résidence principale : exonération Plus-values mobilières et droits sociaux 19% + 12,3% CSG CRDS Plus-values sur biens meubles 19% + 12,3% abattement de 10% au-delà de la 2 ^{ème} année de possession	Immeuble situé en France : +/- value française 33 1/3% abattement de 10% au-delà 5 ^{ème} année de détention Meubles en France exonération										
Revenus des professions libérales											
IR BNC Régime micro si recettes brutes annuelles HT <32.600€ Abattement forfaitaire 34%, possibilité d'option pour régime réel	Si base fixe en France, revenus de cette activité sont imposables en France, possibilité de déduire frais de déplacement France-Canada										
Artistes et sportifs											
Auteurs, artistes, sportifs domiciliés en France peuvent opter pour une retenue à la source de 15% sur leurs rémunérations brutes	Imposition dans l'Etat où s'exerce l'activité par voie de retenue à la source										

Pensions	
Imposition à IR abattement 10%	Imposition dans l'Etat contractant d'où elles proviennent
Impôt de solidarité sur la fortune	
ISF (>1.300.000€) sur tous biens France, Canada, étranger Exonérations : bien professionnels, droits de propriété littéraire et artistique, droits de propriété industrielle, objets d'antiquité, d'art et de collection	ISF non applicable sur les biens situés au Canada ISF uniquement applicable sur biens situés en France Placements financiers sont exonérés pour les non-résidents + exonérations de droit commun Possibilité de paiement ISF sous forme de prise de participation, augmentation capital PME déduction 50% de l'apport
Les particularités de l'entente franco-québécoise du 1 ^{er} septembre 1987	
<p>Pour les dividendes, intérêts et redevances, il n'y a pas de partage d'imposition. Les revenus mobiliers de source canadienne versés à un non-résident du Canada ne sont pas imposables par le gouvernement provincial québécois. Seul l'Etat fédéral peut prélever un impôt à la source.</p> <p>Lorsqu'il s'agit de revenus mobiliers de source française versés à résident du Québec, l'Etat français conserve son droit d'imposer les dividendes à taux de 5% ou de 15% selon les cas, et à un taux maximal de 10% pour les intérêts et redevances.</p>	
Retour en France	
<p style="text-align: center;">❖ <u>Impôt de solidarité sur la fortune</u></p> <p>Les personnes qui transfèrent leur domicile fiscal en France après avoir été fiscalement domiciliées à l'étranger pendant les cinq années civiles précédentes ne sont temporairement imposables à l'ISF que sur leurs biens français jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de son installation</p> <p style="text-align: center;">❖ <u>Impôt sur le revenu</u></p> <p>Lorsque des salariés ou dirigeants de société de capitaux viennent travailler en France dans le cadre de la mobilité interne d'un groupe international ou qu'ils sont directement recrutés à l'étranger par une société française, ces personnes sont exonérées d'impôt sur leurs revenus d'activité à l'étranger et sur la prime d'impatriation.</p> <p>Pour les personnes recrutées à l'étranger, elles ont un abattement de 30% sur leur salaire en France mais possibilité d'option pour un abattement de 50% de la rémunération en France + étranger, ou encore abattement de 20% de la rémunération en France sur les salaires étrangers.</p>	

Pour tout renseignement complémentaire, contacter Monsieur ROCHE au 06/83/83/89/69 ou par mail à l'adresse suivante : rochecie@cabinet-roche.com